

[Imprimer](#)[Imprimer sans les commentaires](#)[Revenir](#)Le Monde **diplomatique**

La pompe à phynance

Les blogs du **Diplo**

Sauver les banques jusqu'à quand ?

mardi 11 mai 2010, par Frédéric Lordon

69 commentaires

Quoique le texte qui suit ait pour propos de développer un argument indépendant (relativement), il est difficile de ne rien dire du plan « de stabilisation » que viennent d'annoncer l'Union européenne et le FMI, à propos duquel se pose immanquablement la question de savoir ce qu'il va stabiliser et pour combien de temps...

Le « plan de stabilisation », ou les risques du *bootstrapping*

Le paquet d'ensemble est en trois morceaux : 60 milliards d'euros de concours de l'Union directement mobilisables, 250 milliards du même métal mais par le FMI, et le « gros » morceau d'un fonds de garantie de 440 milliards. Disons le clairement, les 60 milliards de l'Union sont ridicules rapportés au problème potentiel des défauts souverains dans la zone euro – mais ils sont proportionnés au pouvoir fiscal de l'Union (en fait aux contributions nationales qui abondent son budget)... Les 250 milliards du FMI sont déjà plus substantiels et pourtant, même ajoutés aux 60 précédents, ils ne font toujours pas l'affaire – un plan de sauvetage de l'Espagne seule a été estimé par Natixis à un ordre de grandeur de 400-500 milliards d'euros, et l'on ne parle encore ni de l'Italie, ni de l'Irlande, etc. On doit donc conclure que, une crise de contagion attaquerait-elle simultanément plusieurs dettes souveraines, c'est le fonds de garantie qui reprendrait l'essentiel des tensions.

C'est bien là que le bât blesse car en son fond, le dispositif aboutit à faire garantir des dettes suspectes par des finances publiques suspectes... Bien sûr l'idée joue de l'hétérogénéité des situations des finances publiques européennes en faisant garantir les moins bonnes par les moins mauvaises. Il reste cependant un effet de circularité qui deviendrait manifeste lors d'une contagion tant soit peu étendue qui verrait s'inverser la proportion des (jugées) moins bonnes et des (jugées) moins mauvaises, et les premières, de minoritaires, devenir majoritaires. C'est bien là, à mot commun de « garantie », toute la différence entre le plan d'aujourd'hui et le plan de garantie des banques privées mis en œuvre par les États à l'automne 2008, alors que les États en question avaient encore des dettes publiques modérées et paraissaient en situation d'extériorité et de solidité par rapport au secteur bancaire. Dans le plan de stabilisation présent, ce sont les États qui se garantissent mutuellement au moment même où leurs solvabilités sont mises en doute – et destruction de la double condition d'extériorité et de solidité. Rien ne permet d'exclure le scénario au terme duquel – dans six mois, douze, dix-huit ? – l'opinion financière,

[Imprimer](#)[Imprimer sans les commentaires](#)[Revenir](#)

plus vite et permette d'absorber toutes ces tensions en amorçant gentiment l'ajustement des ratios de solvabilité souverains dans les meilleurs délais.

Le seul ancrage robuste du plan de sauvetage réside dans la quatrième composante : l'adoption par la BCE d'une stratégie de *Quantitative Easing* [2] qu'elle avait proclamée jusqu'ici inenvisageable – miracles de la crise extrême qui rendent possibles les choses réputées impossibles, attestant par là même du caractère profondément politique des partages d'impossibilité réputés objectivement techniques. Si la mététempyose existait, on demanderait volontiers à revenir mouche pour se poser innocemment sur un mur de la salle du conseil de la BCE – où les vitres pourraient bientôt trembler. Peut-être saura-t-on bientôt ce qu'il a fallu de rapport de force et de torsion de bras pour imposer aux représentants allemands (et peut-être à d'autres) une mesure décisive mais qu'ils réprouvent absolument et ont tout fait pour contrecarrer.

Une fois de plus victime de la rigidité générale de toute la construction européenne telle qu'elle la contraint à édicter des règles réputées infrangibles pour devoir ensuite les violer, la BCE a pris l'habitude de rechercher un visage d'unanimité, supposé gage de crédibilité, qui tolère alors très mal les expressions publiques de dissensus vécues comme fractures et comme drames. C'est dire que les déchirements dogmatiques qui se sont sans doute déjà emparés de la banque centrale, et ne vont qu'aller s'aggravant, risquent de faire vilain. Spécialement si l'on considère que, une crise de contagion souveraine viendrait-elle à se produire, la BCE, comme composante la plus fiable du plan d'ensemble, se retrouverait en toute première ligne – et MM. Stark et Weber d'assister, furieux, à l'emballlement (nécessaire) de la planche à billets. Le passage au *Quantitative Easing* est donc le seul ancrage techniquement robuste. Mais il est peut-être le plus politiquement fragile. On peut donc anticiper que l'histoire est loin d'être close et d'ores et déjà prendre quelques rendez vous.

Sauver la Grèce... ou sauver les banques ?

L'annonce du plan de stabilisation ne change rien, bien au contraire !, à l'une des questions centrales que soulève (à nouveau) l'étape présente de la crise financière. Même les plus épais des commentateurs autorisés se sont aperçus que les sommes énormes péniblement assemblées pour « sauver la Grèce » sont en fait destinées à sauver... les investisseurs. Banques, fonds et autres créanciers internationaux sont en effet les heureux récipiendaires de fait de l'effort des citoyens grecs et des fonds publics européens, c'est dire tout de même que la solidarité n'est pas un vain mot et demeure une valeur sûre en ces temps troublés. On regrette que l'enthousiasme *pédagogique* qui préside à des initiatives aussi admirables que le Codice (Conseil pour la Diffusion de la Culture Économique) [3], l'Institut pour l'Éducation Financière du Public ou la reprise en main des programmes des classes de SES trouve ici inexplicablement sa limite. Dieu sait qu'il y a là une occasion rêvée de *pédagogie*, d'habitude jugée si nécessaire par la troupe d'élite des précepteurs médiatiques et politiques. Car l'idée que, sous couleur de sauver la Grèce, on sauve en fait les investisseurs, gagnerait à être davantage popularisée, à des fins bien sûr exclusivement expérimentales, pour enregistrer quel effet pourrait bien avoir sur l'opinion publique sa propagation la plus large et pour observer, mais toujours dans un esprit très scientifique, ce qui pourrait s'en suivre.

Certes, en toute rigueur on ne saurait dire que ce sont les contribuables européens qui

[Imprimer](#)[Imprimer sans les commentaires](#)[Revenir](#)

de passer avant tout le monde en cas de restructuration.

Mais tout de même. Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, et Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, à l'automne dernier, croyant alors que la crise faisait relâche pour de bon, ont eu l'imprudence, dans un mouvement de soulagement prématuré, de se laisser aller à confier que secourir la finance privée était en soi suffisamment scabreux pour qu'on ne doive surtout pas avoir à le refaire une deuxième fois. C'est pourtant très exactement ce qui est en train de se passer, à ceci près que la médiation opportunément fournie par les dettes souveraines permet de maintenir vaille que vaille l'illusion qu'il s'agit de sauver un État impécunieux (comme tous les États) et rien d'autre. Or aucun État n'est jamais mort de faire défaut sur sa dette pour la simple et bonne raison que l'expression « faire faillite » n'a rigoureusement aucun sens à propos d'une entité politique souveraine – et ceci à la différence des banques privées en 2008 qui, n'eussent-elles été sauvées, étaient, elles, promises au trépas. En bonne logique si l'État ne meurt pas de défaut, ce n'est pas l'État qu'on sauve. Alors qui ? Ses créiteurs, bien sûr.

Les dettes souveraines de la zone euro sont détenues en moyenne à hauteur de 12 % par les banques et 14 % par les investisseurs non bancaires [4]. Dans le cas de la Grèce cependant, puisque, paraît-il, c'est « la Grèce » qu'on sauve, la clé de répartition est singulièrement différente. Sur la période 2005-2010, la dette publique grecque a été souscrite à 43 % par des banques, 22% des fonds mutuels, 15 % fonds de pension, 8 % des gérants (*asset managers*) et 4 % des hedge funds [5]. Voilà la population des nécessiteux auxquels il est urgent que les fonds publics du secours européens viennent en aide. Et à rappeler la sympathie spontanée qu'attirent tous ces braves gens, la question vient immanquablement à l'esprit de savoir pourquoi finalement on ne les laisserait pas *choir*.

C'est une question qui vaut mieux qu'un mouvement d'humeur – dont on voit tout de suite la réponse qu'il apportera, non sans légitimité d'ailleurs. Car, ainsi que l'épisode de l'automne 2008 l'a déjà prouvé, la finance a *objectivement* les moyens de nous *forcer* à son aide. Il importe alors de mesurer *dans quelle mesure* exactement, *puis* de se demander s'il n'y aurait pas quelques conclusions politiques à tirer de cette situation de forçage – qui n'a rien d'imaginaire.

L'absence de mécanisme de restructuration des dettes souveraines

Que se passerait-il dans les banques si la Grèce venait à faire défaut ? Rappelons d'abord que « défaut » ne signifie pas nécessairement perte complète et définitive pour les créanciers, mais restructuration de la dette suivant un savant mélange de rééchelonnement et de décote (*haircut* dans le langage pour une fois astucieusement imagé de la finance). Il est exact que la restructuration d'une dette marchéisée, par opposition à une dette bancaire syndiquée, présente de redoutables difficultés. Là où l'on pouvait mettre autour de la table un nombre raisonnable de créanciers bancaires ou étatiques, comme par exemple lors des crises de dettes latino-américaines du début des années 80 avec leur « clubs » (Club de Paris, Club de Londres), pour *négoier*, la réunion du très grand nombre des créanciers obligataires est une autre paire de manches. Elle n'est pas complètement impossible cependant, raison pour laquelle le FMI, prenant conscience au début des années 2000 de cette mutation des formes des financements

Imprimer**Imprimer sans les commentaires****Revenir**

droit des faillites privées, organisant, sous l'égide d'un FMI converti en sorte de tribunal de commerce international, la réunion des principaux créanciers afin de produire un règlement concordataire rendu exécutoire pour tous dès lors qu'il était avalisé par une majorité qualifiée. L'idée ne manquait pas de... défauts, mais au moins prenait-elle acte de ce qu'un nouveau mode de financement souverain appelait nécessairement de nouveaux modes de règlement des défauts souverains ! Mais Wall Street ne l'entendait pas de cette oreille, car « restructuration » signifie fatalement « coupe de cheveux », et nos amis de la finance sont des zazous qui ne veulent pas céder sur la tignasse. Il est bien clair en effet que le concordat porte toujours sa part de décote, alors que de bons plans de sauvetage publics, sous la houlette du FMI ou des États, offrent de bien meilleurs espoirs de tout récupérer en faisant un peu suer le burnou par « ajustement structurel » interposé. On sortait à peine des années Clinton et l'on ne pouvait rien refuser à la finance. Le SDRM finit à la poubelle.

L'incernable point d'illiquidité bancaire

À défaut de lui donner une nouvelle naissance, on peut au moins en conserver la prémisse essentielle : quand il y a défaut, les créanciers en sont normalement de leur poche. Celles des investisseurs d'aujourd'hui voudraient rester cousues ; il va falloir songer à les leur rouvrir. Mais jusqu'où et avec quelles conséquences possibles ?

Les banques sont incontestablement en état de prendre des pertes ! Mais comme toujours (voir « [La croisée des chemins](#) »), la question décisive est celle de la localisation des points critiques. Que signifie « point critique » en l'occurrence, autrement dit que peut-il s'y passer ? Comme pour toute entité économique non-souveraine, le point critique est celui de l'illiquidité. Le problème de l'illiquidité bancaire cependant se pose très différemment de celui d'un agent économique non-financier. En effet les banques doivent quotidiennement opérer des réglages fins de leur liquidité, qu'elles satisfont au guichet de la banque centrale, mais aussi, et pour une part qui est devenue croissante avec la libéralisation financière, sur les marchés de capitaux, en particulier dans ce compartiment très spécial qu'est le marché interbancaire. La continuité de leurs financements de très court terme revêt une importance vitale, et tout ce qui vient la menacer est potentiellement catastrophique. Car, comme on en a eu la démonstration à grand spectacle depuis l'été 2007, les illiquidités bancaires demeurent rarement locales. Elles se propagent de manière foudroyante par le jeu des engagements croisés interbancaires – et c'est précisément en cette propagation que consiste la matérialisation d'un risque systémique.

Le problème vient alors du fait que, l'illiquidité d'une seule pouvant très rapidement entraîner celle des voisines, les banques ont la surveillance mutuelle paranoïaque. La paranoïa ici a beau être assez bien fondée, elle n'en perd pas pour autant ses inconvénients, et notamment de parfois battre un peu la campagne. En l'espèce la chose signifie que du fait de l'emballement des anticipations dans le marché interbancaire et les marchés de gros du crédit, un simple *soupçon* d'illiquidité peut se transformer en illiquidité *réalisée* : « nous craignons que la banque A ne soit pas liquide – même si beaucoup d'éléments pourraient conduire à la conclusion inverse – donc nous ne lui prêtons plus, et comme elle a chaque jour un besoin vital de satisfaire ses besoins de trésorerie, elle cesse en effet d'être liquide... » Par ses propriétés puissamment autoréalisatrices, la contagion du soupçon est le poison violent de la finance, comme les

[Imprimer](#)[Imprimer sans les commentaires](#)[Revenir](#)

C'est pourquoi d'ailleurs les banquiers mentent systématiquement à propos de leurs expositions et comme des arracheurs de dents. À l'automne 2007, on se souvient que l'état-major de la Société Générale jure ses grands dieux que « *dans le pire des scénarios* » elle ne risque pas plus de 200 millions de perte sur les subprime – elle finira à 2,5 milliards, astucieusement passés en douce avec le paquet Kerviel pour faire diversion et dilution. Baudoin Prot, président de BNP-Paribas a commencé par promettre qu'il n'avait quasiment pas d'exposition aux risques souverains grecs. Avant d'avouer 1 milliard d'euros. Puis cinq. Auxquels il faut rajouter trois de créances commerciales. Et ceci dit en oubliant opportunément qu'il est aussi l'heureux propriétaire de Fortis qui est la banque européenne recordwoman de la détention de titres publics grecs (à hauteur de 60 % de son actif net si l'on en croit les données publiées par le *Financial Times*, cet organe des rouges). Le pire dans cette affaire est qu'à leur place on mentirait pareillement. Car il y a une rationalité objective du mensonge quand on est soumis aux errements parfois délirants de la croyance collective de la finance – à ceci près que cette rationalité que M. Prot s'accorde, il faudra l'accorder tout autant à l'État grec...

Jusqu'où faire perdre les banques ?

On pourrait tout de même tirer de tout cela quelques conclusions simples. La première tient qu'un système dont les effets sur la vie matérielle du plus grand nombre sont si grands – il faudrait le dire en anglais, ici plus parlant : *far reaching* – et qui, fonctionnant en dernière analyse aux forces primitives de l'opinion et de la croyance, est voué aux formes les plus aberrantes du soupçon et aux réactions les plus aberrantes qui s'en suivent nécessairement, un tel système, donc, est malfaisant, et donne par soi, de nombreuses raisons de le mettre au pas.

La seconde nécessite un détour et part de l'idée qu'on ne sait jamais très bien où on en est avec les pertes bancaires, et que cette incertitude force d'abord à marcher sur des œufs. Comme n'importe quelle entreprise, une banque peut prendre des pertes. Rien ne s'oppose en principe à ce qu'elle en prenne sur les titres grecs. Il est cependant un seuil de pertes, éventuellement assez loin du point d'illiquidité, où s'enclenchent tous les mécanismes autoréalisateurs des anticipations déifiantes qui vont brutalement y conduire. Dans l'univers bancaire, une crise de liquidité est en général une inquiétude d'insolvabilité qui a mal tourné du fait d'anticipations interbancaires adverses [8] – par un délicieux paradoxe de cet univers, les banques ne laissent jamais l'une de leurs consœurs aller d'elle-même à l'illiquidité, elles tiennent beaucoup à se charger de l'y conduire...

Jusqu'où donc laisser les banques « encaisser » ? La réponse consiste en un « ni trop ni trop peu » qui n'est pas d'une grande aide opératoire. Mais la sainte trouille de l'automne 2008, mêlée à l'efficace « présence » des intérêts bancaires au cœur des appareils d'État et le contexte général de crise financière en plein développement ont notoirement fait pencher la balance du côté du « pas trop », voire du « pas du tout ». Si l'on excepte le cas Lehman Brothers, on est bien obligé de noter que les créanciers des banques impliquées [9] dans le naufrage général de la finance s'en sont tirés sans un poil de mouillé, exploit tout de même considérable si l'on songe à la magnitude du choc, car tous ses braves gens sans exception auraient dû finir en liquette sans le secours public...

Il y a quelque chose d'intrinsèquement pénible dans cette remise à flot permanente des

[Imprimer](#)[Imprimer sans les commentaires](#)[Revenir](#)

processus de marché la prive d'un coup de tous ses financements de court terme – vitaux. Et, à part les créiteurs, il est d'une importance stratégique de ne pas laisser non plus les contreparties suspendues en l'air trop longtemps. On peut cependant très bien imaginer maintenir la continuité des opérations de la banque sous administration judiciaire de la banque centrale (sinon sous « administration judiciaire » du moins sous perfusion de liquidité garantie) le temps nécessaire d'un règlement concordataire qui restructure la dette, distribue les pertes et organise la sortie de l'insolvabilité (si cette sortie est possible) par des recapitalisations *ad hoc* (par exemple en mobilisant d'office les créanciers par des *debt-equity swap*, c'est-à-dire en convertissant leurs dettes en capitaux propres).

Mais le problème que pose le choc d'un défaut souverain au secteur bancaire est non-local. Un grand nombre de banques vont se trouver simultanément affectées. Les choses s'en trouvent passablement plus compliquées. Suffisamment pour rendre impossible un règlement ordonné. On pourrait faire l'expérience de laisser faire le défaut souverain pour voir si le système bancaire est finalement capable de l'absorber sans faire collapsus – et il est possible qu'il le soit. Mais l'expérience est joueuse, car s'il ne l'est pas... Il est donc très préférable avant d'appuyer sur le bouton « défaut souverain » d'avoir le (deuxième) plan de sauvetage bien dans la poche, tout armé et prêt à sortir. Tout dépend évidemment de la taille du défaut souverain considéré. Sans qu'on puisse le dire précisément, puisque, rappelons-le, les effets au total dépendront pour une large part de l'ampleur des mécanismes d'amplification autoréalisateurs, *ex ante* imprévisibles.

La capture privée du bien commun de la stabilité financière

À supposer même que ces effets ne soient pas fatals, il en résulterait cependant à coup presque sûr un tour de vis supplémentaire dans la contraction du crédit, puisque c'est ainsi que réagit systématiquement le secteur bancaire à toutes ses infortunes – exactement ce qu'il nous faut au beau milieu d'un ralentissement carabiné. Aussi bien l'éventualité de l'effondrement que celle du brutal coup de frein du crédit font alors signe en direction du point qui justifie toute la présente discussion, à savoir la connexion objective de l'intérêt particulier du secteur bancaire et de l'intérêt économique général du corps social. Les banques en effet ont pour caractère distinctif d'occuper cette position très particulière dans la structure sociale du capitalisme où leur destin propre se lie à celui de la collectivité – une sorte de passage au réel des prétentions ordinairement imaginaires de l'idéologie, puisque Gramsci définit précisément l'idéologie comme l'opération discursive qui transfigure des intérêts particuliers en intérêt général (et dont la formule générique a été donnée par le célèbre « ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis »). C'est pourquoi il faut toujours regarder avec la plus extrême suspicion les déclarations de certains agents lorsqu'ils prétendent que le bien-être du plus grand nombre dépend du leur propre. Il faut s'en méfier en principe mais sans que cette méfiance *a priori* bien fondée empêche de voir les cas où cette liaison est objectivement constituée. Car il y en a. Et notamment en matière bancaire.

En économie capitaliste, l'intérêt matériel commun passe effectivement par cet isolat qu'on appelle le secteur bancaire. Il en est ainsi car les agents économiques du secteur productif ont un besoin vital de maintenir leur accès au crédit pour financer le cycle de production, et bien sûr au delà pour investir. Une atteinte non pas de telle ou telle banque locale mais du secteur dans son ensemble a dans le pire des cas – le *meltdown* – l'effet de

[Imprimer](#)[Imprimer sans les commentaires](#)[Revenir](#)

On sait depuis 2008 que laisser aller le système bancaire au tapis n'est pas une possibilité. Lui faire encaisser des pertes demeure envisageable mais, il faut en être conscient, au prix d'un contrecoup qui viendra rapidement ternir notre joie de voir enfin les banquiers déguster. Mais alors, demandera-t-on à ce moment précis, « nous sommes entièrement dans leurs pattes ? » La réponse est oui.

Déprivatiser le secteur bancaire

Le moment de grosse colère qui suit de cette aperception est pourtant dépassable, il peut même être de courte durée. Car l'identification de cette connexion objective porte elle-même sa conséquence politique : la situation de dépendance de l'intérêt commun à un intérêt particulier si précisément localisé et si concentré a pour véritable nom *capture*, et par suite ne peut être toléré. Ce qui touche à l'intérêt commun concerne le commun et ne saurait être en aucun cas abandonné à des intérêts privés – qui, prévisiblement, réduiront la communauté aux dernières extrémités de la dépendance : « sauvez moi ou je vous fais mourir, ne me touchez pas ou je vous blesse gravement, qu'il ne m'arrive rien ou vous en pâtirez », le pire étant qu'à chaque fois ces menaces sont *vraies* ! Il n'y a pas lieu de se désespérer de cette « vérité », il suffit d'en tirer les conclusions logiques : s'il apparaît que du fait des propriétés très spéciales du crédit en économie de marché capitaliste le secteur bancaire est le détenteur de fait des intérêts matériels supérieurs de la communauté, et qu'il dispose des moyens objectifs de forcer la communauté à lui accorder tout ce qu'il demande, alors il doit être rendu à la communauté.

Une autre formulation de ce principe est : *un secteur bancaire privatisé n'est pas tolérable*. À mettre bout à bout le nombre des concessions que la finance bancaire aura fait avaler aux corps sociaux depuis trois ans, c'est une idée qui aurait tout pour faire son chemin. Il faut croire que ça n'est pas encore suffisant à en juger par le méga-plan de sauvetage européen du 9 mai qui ne change rien aux structures déterminant le rapport des pouvoirs (dits) souverains et de la finance, et finalement accorde à cette dernière absolument tout de ce qu'elle demande : d'un côté les plans de rigueur pour les populations, de l'autre les garanties pour elle ! Il est vrai que la joie de la finance découvrant le 10 au matin, au gros paquet de 750 milliards d'euros, que Noël est en mai est touchante. Quoique un peu mêlée de quelques envies de cogne si l'on se met à penser que les retraites en France vont gaillardement vers leur démantèlement pour une impasse de 30 milliards à l'horizon de vingt ans. Pour le coup l'interprétation des marchés est la bonne, en tout cas à court terme : toutes les valeurs bancaires sont à la hausse, c'est si bon de se savoir aimées. Si – mais on se demande bien par quel miracle – une secousse politique de grande ampleur venait à se produire, une secousse dont il est de plus en plus évident que les gouvernements ne seront pas l'origine, et qu'une nouvelle donne apparaisse à l'horizon, alors il faudrait y inclure formellement le principe de prohibition de la capture des biens communs – comme la stabilité et la sécurité financière *lato sensu* – par des intérêts privés, et en tirer la conclusion opérationnelle qui s'en suit logiquement : nationalisation puis socialisation du système bancaire [11].

Comme souvent le passage de la colère rentrée à la colère ouverte ne demande qu'un mot de trop, un abus marginal dans l'abus général, une provocation surnuméraire, la plupart du temps pas même consciente dans l'esprit du provocateur. Remercions donc sous ce rapport l'excellent Baudouin Prot, président de BNP-Paribas et de la Fédération bancaire

Imprimer**Imprimer sans les commentaires****Revenir**

loin, on va rendre le crédit plus rare et plus cher » [12]. On ne saurait énoncer la capture en termes plus transparents. Ni mieux fouetter les envies d'aller « trop loin ». Et même encore beaucoup plus loin.

Notes

- [1] Le *bootstrapping* désigne la tentative du baron de Munchausen de s'élever dans les airs en tirant lui-même sur les lanières de ses bottes, et plus généralement les processus récursifs dans lesquels on escompte d'un effet qu'il produise lui-même sa cause.
- [2] C'est-à-dire d'intervention directe dans les marchés pour des prises fermes de titres publics.
- [3] Je recommande vivement la visite du [site \[http://www.codice.fr/\]](http://www.codice.fr/) pour qu'on sache, photos à l'appui, quels transports de bonheur c'est « *de mieux connaître l'économie* » – ce dont « *on ne peut pas faire l'économie* » ajoute plein d'esprit le bandeau d'accueil.
- [4] Sylvain Broyer, Costa Brunner, "Qui détient les dettes publiques européennes ?", *Flash Natixis*, n° 124.
- [5] Chiffres donnés par La *Public Debt Management Agency*, agence grecque de gestion de la dette publique.
- [6] Le chapitre du droit des faillites étasunien consacré aux entreprises.
- [7] Le même mais pour les collectivités publiques territoriales.
- [8] Voir sur ce blog « [La « régulation financière », entre contresens et mauvais vouloir](#) », section « [Le dérivatif de la solvabilité](#) ».
- [9] Et dans une moindre mesure les actionnaires – quoique : eux auraient dû tout perdre sans le sauvetage.
- [10] Banques qui sont de très importantes créancières et débitrices mutuelles.
- [11] Dont une préfiguration a été donnée dans « [Pour un système socialisé du crédit](#) », sur ce blog.
- [12] « Taxe bancaire : "une fausse piste" pour Baudouin Prot », *Challenges*, 15 avril 2010.

69 commentaires sur « [Sauver les banques jusqu'à quand ?](#) »

Gladiator :

11 mai @13h05 »

Merci encore M. Lordon, j'attendais avec impatience votre analyse.

Nicks :

11 mai @14h04 « »

CQFD !

Il est évident que les politiques en place ne feront pas le chemin qui nous mènerait à la raison. Cela dit, l'imminence du précipice à quelques effets positifs même pour les plus myopes. La décision arrachée du plus mauvais gré de la BCE d'acheter de la dette (même si indirectement) est peut-être un début d'entrebaillement, certes non conscientisé, refoulé même, mais il s'agit d'y mettre le pied.

La restructuration de la finance pourrait passer par le chas de cette aiguille. Faudra t'il s'avancer plus avant au dessus du précipice ou compter sur un sursaut citoyen anticipé (c'est à dire avant le chaos) bien aléatoire ?

ch :

11 mai @15h04 « »

Jolie démonstration. J'aime beaucoup la fin de votre papier.

Après tout ça y'a quand même un truc qui m'échappe : comment peut on voter à droite quand on a pas de fric ? Vous me direz comment peut on voter à gauche avec celle qu'on se trimbale ??

Donc...

CQFDé.... La suite est une affaire d'appréciation individuelle mais à vocation collective.

eiffel :

11 mai @15h26 « »

Bonjour,

Texte de Frédéric Lordon à :

<http://www.marianne2.fr/La-crise-qu...> [http://www.marianne2.fr/La-crise-quand-c-est-fini-ca-recommence!-1_a192751.html?com#comments]